



Semaine du 25 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2007 n° **176**

## Sommaire

- **Les Échos-La Tribune** : la presse économique en pleine tourmente
- **Cyber Press Publishing** : le groupe attend une décision judiciaire de reprise
- **Airbus** : en dépit des commandes, Power 8 est maintenu
- **Gemalto** : manifestation contre 406 suppressions d'emplois
- **Tva sociale** : l'Ufc que Choisir la juge « très inéquitable »... et 67 % des électeurs la rejettent
- **Sécurité sociale** : « la facture s'alourdit pour les familles » estime la Csf
- **Santé** : Roselyne Bachelot tarde à recevoir les urgentistes avant l'été
- **Confédération syndicale internationale** : mettre un terme au « capitalisme casino »
- **Syndicalisme** : la Fsu demande son adhésion à la Csi
- **Infirmières libérales** : accord sur des revalorisations tarifaires
- **Énergie** : la Cgt dénonce l'orientation purement financière de Edf
- **Livret A** : l'intersyndicale dénonce une décision « scandaleuse » du Premier ministre
- **Emploi public** : de 30 000 à 40 000 fonctionnaires non remplacés dans le budget 2008
- **Impôts et comptabilité publique** : la Cgt fustige la fusion des services de Bercy
- **Travail** : 20 % des français entrent et sortent d'un emploi chaque année
- **Chômage** : l'Insee attend une baisse en 2007, sans donner de chiffres
- **Santé** : les médecins prescrivent moins les médicaments remboursés
- **Illettrisme** : trois illettrés sur quatre sont de langue française
- **Suisse** : le Pdg de Novartis gagne 806 fois plus que l'employé de base

## Édito

## L'Université a besoin d'une vraie réforme

En recevant ces lundi et mardi les représentants d'une communauté universitaire qui a fait bloc vendredi au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) contre le projet de réforme sur l'autonomie des universités, le président Sarkozy veut-il juste jouer le démineur en chef pour faire passer son texte sans encombre au cœur de l'été, ou bien acceptera-t-il d'entendre mieux que Valérie Pécresse, les critiques fondamentales et les propositions de réforme de ses interlocuteurs ? « *Les deux jours qui viennent seront fondamentaux* », a estimé dimanche Bruno Julliard, le président de l'Unef qui n'entend pas aller à l'Élysée « *pour orchestrer une rupture mais pour convaincre M. Sarkozy qu'une réforme négociée est possible* ». Ce front commun de la communauté universitaire ne saurait être caricaturé en « *front du refus* » car personne ne conteste le besoin de réformer l'université et la recherche. Mais c'est justement une véritable « *contre réforme* » qui est imposée au pas de charge avec le soutien du Medef. Le texte va aggraver les conditions d'égalité d'accès de la jeunesse à l'Enseignement supérieur. Il signifie en effet obligation de dépendance financière et politique accrues des universités aux exigences patronales. Et il introduit à l'université une triple sélectivité : par la marchandisation des formations supérieures ; par une réduction du champ de l'offre de formation ; au nom du souci de l'excellence qui conduira à sélectionner a priori des profils d'étudiants pour leurs chances de réussite. Cette « *autonomie* » va dégrader la qualité de l'insertion professionnelle car elle porte en elle une remise en cause de la valeur nationale des diplômes. Le marché de l'emploi, tel que le patronat le conçoit fixera leur niveau d'excellence, donc l'accès à l'emploi, les salaires d'embauche, les perspectives d'évolution professionnelle. Cette autonomie va contraindre les universités à réduire leur potentiel de recherche, le niveau et les champs de compétences scientifiques du pays aux seules attentes du monde économique. Ces critiques, formulées par la Cgt, mais partagées par d'autres organisations, sont insupportables, inacceptables. Le gouvernement choisit ouvertement de donner au Medef, à la loi de l'argent, le pilotage de l'université, de la recherche, l'avenir de la jeunesse et du pays. La Cgt n'est pas pour le statu quo, mais elle conteste complètement l'orientation du projet dont elle exige le retrait pour mettre en débat une vraie réforme de l'Université, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. La rénovation et le développement du service public de l'Enseignement supérieur et de la recherche concerne tout le corps social. À cet effet, la Cgt a fait des propositions pour la rénovation du service public. Quoi qu'il en soit, Nicolas Sarkozy ne peut imaginer qu'il évitera un conflit avec la jeunesse dès la rentrée en cas de passage en force. Et sur cette question, la convergence avec les forces syndicales des salariés pourrait se révéler aussi naturelle que pour faire reculer le Cpe.



## Les Échos-La Tribune

### La presse économique en pleine tourmente

La rédaction des *Échos* s'est mise en grève vendredi 22 juin à l'issue d'une assemblée générale, empêchant la parution du quotidien économique lundi 25. Les journalistes entendent ainsi « envoyer un signal fort de refus d'un rachat par Bernard Arnault ». Les représentants du personnel, les délégués syndicaux et le bureau de la Société des journalistes (Sdj) de *La Tribune* ont apporté leur « soutien total » à la rédaction des *Échos*, qui s'est mise en grève vendredi pour protester contre un rachat par Lvmh. Ils ont aussi mis en garde contre



le « risque d'une vente précipitée » de leur titre par Lvmh, qui lui permettrait de s'affranchir du contrôle des autorités de la concurrence. Les salariés de *La Tribune* craignent une cession si leur propriétaire met la main sur leur principal concurrent *Les Échos*. « Dans l'incertitude qui pèse aujourd'hui sur l'avenir de *La Tribune*, et dans l'attente du comité d'entreprise extraordinaire convoqué mardi, ils restent vigilants et mobilisés et entendent poursuivre le dialogue avec les représentants des salariés des *Échos* », ajoutent-ils.

## Cyber Press Publishing

### Le groupe attend une décision judiciaire de reprise

C'est le 5 juillet prochain que les salariés des titres du groupe de presse Cyber Press Publishing (Cpp) seront fixés sur leur sort par une décision du tribunal de commerce de Nanterre qui statuera sur leur reprise éventuelle. Le groupe emploie 72 salariés et 250 pigistes. Le personnel redoute que les titres soient repris sans une grande partie de leurs salariés. Cpp édite des magazines sur la musique (Rolling Stone, Rock Sound, Groove), les jeux vidéo (La Bible des Secrets Playstation, Spécial Game Boy, Astuces Mania) et le cinéma (l'Écran Fantastique). Il a été placé le 7 juin en liquidation judiciaire par le Tribunal de commerce de Nanterre, avec poursuite d'activité d'un mois.

## Airbus

### En dépit des commandes, Power 8 est maintenu

Après l'annonce de commandes record au Bourget, des syndicats d'Airbus ont réfuté vendredi 22 juin les justifications de la direction sur le maintien du plan de restructuration Power 8. « Aujourd'hui, les salariés sont contents. Ils voient partir Airbus sur de bonnes bases, mais d'un autre côté, ils espèrent que la crise va être derrière et Power 8 remis en cause », a indiqué Fo. Pour la Cfe-Cgc, Airbus semble se diriger vers un système Boeing. La Cgt a estimé que ce système était « d'ores et déjà en place avec l'externalisation croissante de la production vers des sous-traitants. Ce n'est pas en fermant des sites et en vendant d'autres que l'on augmentera la capacité industrielle d'Airbus à rivaliser avec Boeing ». Le syndicat allemand Ig Metall a jugé pour sa part que face à l'afflux de commandes annoncé par Airbus, « supprimer 10 000 emplois n'était pas réaliste ».



## Gemalto

### Manifestation contre 406 suppressions d'emplois

74 % des salariés du site Gemalto d'Orléans ont manifesté jeudi 21 juin à Meudon (Hauts-de-Seine) devant le siège social de la société où se tenait un comité central d'entreprise (Cce) à l'appel de leurs syndicats Cgt et Cfdt. Le leader mondial de la production et de la commercialisation de cartes à puce avait annoncé



au début du mois la suppression de « 406 emplois et la fermeture du site d'Orléans, fin 2008 ». Gemalto, issue des deux entités Axalto et Gemplus en juin 2006, emploie environ 3 500 salariés en France répartis à Marseille (1 700 salariés), Pont-Audemer (450), Orléans (360), Tours (100) et au siège social à Meudon (900).

## Tva sociale

### L'Ufc que Choisir la juge « très inéquitable » ...

« Travailler plus pour consommer moins », a ironisé l'Ufc au sujet du projet de Tva sociale. La seule certitude, si on veut préserver le pouvoir d'achat, « c'est de ne pas toucher à la Tva », a déclaré le président de l'association de défense des consommateurs, Alain Bazot lors d'une conférence de presse le 21 juin. Pour l'Ufc, cette mesure qui consiste à basculer une partie du financement de la Sécurité sociale des entreprises vers les ménages, via une baisse des cotisations patronales et une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (Tva), « fait supporter au consommateur tout le poids de la réforme fiscale ».



### ... et 67 % des électeurs la rejettent

Selon un sondage Csa-Cisco réalisé à la sortie des bureaux de vote lors du second tour des législatives, la Tva sociale était rejetée par 67 % des Français inscrits sur les listes électorales. 27 % seulement des inscrits étaient favorables à ce mécanisme, qui bascule une partie du financement de la Sécurité sociale en baissant les cotisations patronales et en augmentant la Tva. Parmi les votants dans les circonscriptions avec duel gauche-droite (la plupart des 467 circonscriptions qui restaient en jeu), 65 % étaient défavorables contre 30 %, dont 85 % électeurs de gauche opposés à la mesure, contre 11 %, tandis que 40 % des électeurs de droite y étaient aussi hostiles, 52 % étant favorables.

## Sécurité sociale

### « La facture s'alourdit pour les familles » estime la Csf

La Confédération syndicale des familles (Csf) s'inquiète, dans un communiqué publié jeudi 21 juin, des mesures de redressement des comptes de l'Assurance maladie, présentées mardi par le directeur général de la Cnam. « Alors qu'il est prévu un dépassement de 2 milliards du déficit, les mesures annoncées relèvent des mêmes recettes que celles qui ont provoqué ces déficits et entraîné des inégalités d'accès aux soins », prévient la Csf. « Le relèvement du

plafond de la participation forfaitaire comme le projet de franchise sur les soins ne fera que restreindre l'accès aux soins des familles les plus modestes sans pour autant freiner de façon significative les dépenses de santé », estime la confédération. Elle appelle à une réforme qui « permettrait de garantir de meilleurs remboursements, notamment des soins dentaires et optiques et de développer une véritable politique de prévention ».

## Santé

### Roselyne Bachelot tarde à recevoir les urgentistes avant l'été

Dans une interview à France 2, Patrick Pelloux, le président de l'Association des médecins urgentistes de France (Amuf), a déploré de ne pas avoir été « contacté ni reçu » par la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, alors que « depuis la canicule de 2003, nous avons réussi à travailler ensemble avec (les anciens ministres de la Santé) Philippe Douste-Blazy et Xavier Bertrand ». « On est



le 21 juin et on ne sait toujours pas combien de lits vont fermer cet été, les plans canicule n'ont pas été actualisés », a regretté l'urgentiste. « Nous avons un déficit de 800 millions d'euros à l'heure actuelle dans les hôpitaux, les directeurs ont du mal à boucler les fins de mois, on fait donc tourner les hôpitaux avec des infirmiers et des médecins sans recruter », a fait valoir Patrick Pelloux.

## Confédération syndicale internationale

### Mettre un terme au « capitalisme casino »

La Confédération syndicale internationale (Csi) demande que les gouvernements imposent la transparence et taxent les fonds d'investissement afin de lutter contre « capitalisme casino ». Cette revendication portée par l'organisation internationale qui fédère 168 millions de salariés de 304 syndicats nationaux dans 153 pays, met ainsi les pieds dans le plat d'un débat qui monte en puissance dans les pays anglo-saxons sur le pouvoir des « hedge funds ». Elle verse au débat un rapport intitulé « Quand la banque gagne à tous les coups : fonds à capital-risque et fonds spéculatifs - Le nouveau capitalisme de casino », où elle alerte sur la « financiarisation » de l'économie. La Csi compare les fonds d'investissement à un « vol de sauterelles » s'abattant sur les entreprises, à « des termites » qui « détruisent tout sur leur passage ». Dans son rapport, la Csi s'inquiète que les « fonds de pension placent leur argent » dans les fonds d'investissement et que « de plus en plus de travailleurs » soient « employés par des entreprises appartenant à ces fonds ».



## Syndicalisme

### La Fsu demande son adhésion à la Csi

La fédération syndicale unitaire a demandé son adhésion à la Confédération syndicale internationale qui compte déjà quatre syndicats français : la Cgt, la Cfdt, Fo et la Cftc.

## Infirmières libérales

### Accord sur des revalorisations tarifaires

Quatre organisations (Convergence infirmière, la Fnil, l'Onsil et le Sniil), et l'Union nationale des caisses d'assurance maladie (Uncam) ont signé vendredi 22 juin une convention qui prévoit des revalorisations, ainsi qu'un protocole d'accord sur la régulation démographique, conformément à un accord conclu en avril. L'accord du 19 avril prévoyait qu'une première phase

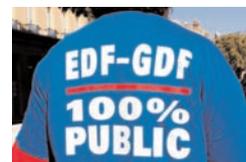


de revalorisations, pour un montant total de 150 millions d'euros interviendrait au 1<sup>er</sup> juillet 2007. Une seconde étape de revalorisations, pour un montant de 150 millions d'euros également, devrait être mise en oeuvre au 1<sup>er</sup> août 2008 en fonction des possibilités ouvertes par la loi de financement de la Sécurité sociale.

## Énergie

### La Cgt dénonce l'orientation purement financière d'Edf

La fédération Cgt Mines-Énergie dénonce une « orientation purement financière » et des « investissements minimes » d'Edf, alors que l'action du groupe s'est envolée, le plaçant au premier rang des entreprises du Cac 40. Elle souligne la nécessité d'investir « dans des moyens de production pour répondre ne serait-ce qu'au remplacement du parc nucléaire ». La Cgt indique que « la logique d'ouverture du capital conduit à ce que les effets qui auraient pu permettre une baisse du tarif pour les usagers s'envolent sur des dividendes aux actionnaires ».



## Livret A

### L'intersyndicale dénonce une décision « scandaleuse » du Premier ministre

La France va adresser un recours devant la justice européenne contre la demande de la Commission européenne d'étendre à toutes les banques la distribution du Livret A, mais a lancé une étude pour réformer cette distribution. L'intersyndicale, associée à la fédération Cgt des Finances, Sud-Ptt et l'association Droit au Logement jugent cette décision « scandaleuse et inacceptable » qui « risque d'aboutir ni plus ni moins à la liquidation de l'épargne populaire, à la privatisation du financement du logement social » et « ignore totalement les risques objectifs créés par une banalisation du Livret A ».

## Emploi public

### De 30 000 à 40 000 fonctionnaires non remplacés dans le budget 2008

Le ministre du Budget et de la Fonction publique Éric Woerth a annoncé jeudi 21 juin, que 30 000 à 40 000 postes de fonctionnaires seront supprimés dans le budget 2008. Interrogé sur la radio Bfm, il a précisé que « globalement 70 000 fonctionnaires partiront en retraite d'ici l'année prochaine (...) donc c'est un sur deux, à peu près la moitié, qui ne seront pas remplacés », a-t-il déclaré sur Bfm, ajoutant : « 30, 35, 40 000 c'est de cet ordre-là ». C'est l'intérêt des cinq millions de fonctionnaires, a assuré le ministre se défendant d'avoir « une vision comptable » ainsi que l'accusent certains syndicats.

## Impôts et comptabilité publique

### La Cgt fustige la fusion des services de Bercy

Le Premier ministre François Fillon a lancé officiellement mercredi 20 juin en conseil des ministres, le chantier de « la fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique ». Or cette nouvelle réforme n'a fait l'objet d'aucune discussion et d'aucun débat avec quiconque ni sur ses contenus ni sur ses finalités, dénonce la Cgt Finances. Pire, la seule justification clairement annoncée est la volonté de poursuivre et d'amplifier les plans pluriannuels de suppressions d'emplois. La fédération syndicale réaffirme sa volonté « de négocier une réelle modernisation de Bercy pour l'amélioration des missions de service public, avec les moyens de leurs mises en oeuvre, des droits et des garanties collectives pour les personnels ». Elle « exige d'être reçue par les ministres » sur ces questions.

## Travail

### 20 % des Français entrent et sortent d'un emploi chaque année

Selon une étude de l'Insee publiée jeudi, « à peu près 80 % des individus qui sont dans un emploi une année donnée sont toujours dans le même emploi l'année suivante. Les mouvements se concentrent sur les 20 % restants, qui connaissent souvent plusieurs entrées-sorties d'emploi au cours de la même année, accompagnés de passages par le chômage ». Sur 100 salariés du privé en 2004, 10 % étaient employés dans une autre entreprise en 2005, 5 au chômage et 3 en inactivité (y compris en retraite). L'instabilité de l'emploi est notamment liée au développement des contrats temporaires, auxquels « les entreprises ont eu de plus en plus recours », observe l'Insee. Sur 100 personnes en Cdd dans le privé en 2004, 33 étaient dans une autre entreprise, 21 au chômage et 8 inactifs. Et moins d'un tiers des personnes au chômage en 2004 ont retrouvé un emploi en 2005, emploi temporaire pour la plupart. « Les jeunes subissent une mobilité souvent contrainte », ayant souvent des contrats temporaires, qui sont « devenus les instruments de flexibilité privilégiés par les entreprises pour assurer l'ajustement des moyens de production aux évolutions inattendues de la demande » et sont aussi « de plus en plus utilisés comme des périodes d'essai prolongé ». La même étude indique que les délocalisations au sens strict sont la cause d'environ 15 000 destructions d'emplois en France chaque année, de plus en plus au profit de pays émergents comme la Chine.



## Chômage

### L'Insee attend une baisse en 2007, sans donner de chiffres

L'Insee table sur une baisse du chômage en 2007 en raison de la « vigueur » des créations d'emplois, mais n'en donne pas l'ampleur en raison des « incertitudes actuelles ». La parution des données révisées de l'enquête *Emploi*, traditionnellement effectuée en mars chaque année, a été reportée en novembre prétendument en raison d'incertitudes techniques, ce qui a alimenté la polémique sur les chiffres du chômage en pleine

année électorale. L'Insee prévoit une accélération des créations d'emplois salariés à 303 000 personnes, après 256 000 en 2006, tirées surtout par la croissance. Dans l'immédiat, le taux de chômage se serait élevé à 9,4 % au sens du Bureau international du travail (Bit) au premier trimestre, soit le même niveau qu'au quatrième trimestre 2006, selon les données provisoires et non validées de l'Insee.

## Santé

### Les médecins prescrivent moins les médicaments déremboursés

Selon une étude de la Mutualité française, les médecins ont « massivement cessé de prescrire les médicaments » qui ont été en partie ou complètement déremboursés en 2006 et les patients ne se sont que partiellement tournés vers l'automédication. En outre, les déremboursements se sont traduits par une augmentation importante de leurs prix.



## Illettrisme

### Trois illettrés sur quatre sont de langue française

L'agence nationale de lutte contre l'illettrisme (Anlci) a dévoilé jeudi 21 juin un document montrant que trois-quarts des illettrés sont issus de foyers où l'on ne parle que français, contrairement à l'idée reçue liant illettrisme et immigration. Cette agence est revenue sur les résultats de tests menés dans le cadre d'une enquête de l'Insee réalisée fin 2004 auprès de 10 000 personnes âgées de 18 à 65 ans scolarisées en France. Ces chiffres montrent que 74 % des 3,1 millions d'illettrés en France ont grandi dans des foyers où le français était la



seule langue parlée. De plus, 16% des illettrés ont grandi dans des foyers où une langue régionale était parlée en plus du français, voire la seule langue parlée en famille, ce qui réduit à 10 % la part des personnes appartenant à une famille où une langue étrangère était parlée en plus du français ou était la seule langue.

« Illettrisme et immigration ne doivent pas être confondus abusivement. La lutte contre l'illettrisme ne doit pas être confondue avec la politique linguistique en faveur des migrants », souligne l'Anlci.

## Suisse

### Le Pdg de Novartis gagne 806 fois plus que l'employé de base

Le syndicat suisse Unia vient de publier une enquête suivant laquelle, le Pdg du groupe pharmaceutique suisse Novartis, Daniel Vasella, a gagné 28 millions d'euros en 2006, soit 806 fois plus que l'employé le moins payé de son entreprise. Il s'agit du plus gros écart constaté dans l'échelle suisse des salaires, poursuit le syndicat, en précisant que ce montant comprend les options remises à M. Vasella. Unia réclame une hausse générale des rémunérations reflétant la bonne santé de l'économie suisse. En moyenne, les salaires des patrons suisses ont augmenté de 22 % l'an dernier, et ceux des employés de base de 1,7 % seulement, guère plus que l'inflation (1,4 %). Selon cette enquête portant sur les 43 plus grandes entreprises suisses, l'écart salarial ne cesse de se creuser en Suisse.

